

Allocution radiodiffusée de Pierre Mendès France (4 septembre 1954)

Source: Pierre Mendès France - "Causeries du samedi" - Juin 1954-Février 1955 - Volume 1 / Pierre Mendès France. Institut Pierre Mendès France, Paris. - SON (00:05:02, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/allocution_radiodiffusee_de_pierre_mendes_france_4_septembre_1954-fr-ef571d9d-5e5d-44be-a7a3-76d784a512c5.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Allocution radiodiffusée de Pierre Mendès France (4 septembre 1954)

Ces derniers jours ont été durs. Il a fallu que je sois soutenu par la conviction que notre pays devait enfin se décider, que le monde entier attendait sa réponse, qu'il y allait de l'autorité et du crédit de la France dont j'avais la garde et que je n'avais pas le droit de faiblir, pas le droit d'abandonner la barre et de laisser le navire à la dérive en pleine tourmente politique. Sans doute le gouvernement n'a pas réussi à le diriger vers les eaux calmes de la réconciliation comme il l'aurait voulu, mais il a conscience d'avoir sauvé l'essentiel et tout d'abord ce bien précieux, nos alliances traditionnelles, qui sont demeurées au-dessus du débat, indiscutées, et qui resteront la base de notre politique. Si nos partenaires sont déçus parce que notre réponse sur la CED, après avoir tant tardé, s'est avérée finalement négative, du moins nous n'avons plus à souffrir du discrédit qui entoure fatalement ceux qui n'osent dire ni oui ni non et ceux qui, en demeurant immobiles, arrêtent la marche des autres. Certes, on critique la décision de l'Assemblée nationale, mais on a cessé enfin au-dehors de tourner notre impuissance en dérision. De cela un peuple fier ne peut que se trouver soulagé et plus apte par là-même à envisager la suite avec la gravité qui convient et avec la volonté qu'il faudra pour construire. J'estime avoir fait ce que je devais en demandant à l'Assemblée de fixer une date limite pour sa décision. Sans doute j'essuie des reproches qui ont pour excuse d'être inspirés par des convictions ardentes. Avec un peu de recule, on reconnaîtra que je ne pouvais pas prendre une autre voie. J'avais dit ici, j'avais dit à nos alliés qu'il n'y avait pas de majorité à l'Assemblée nationale pour le traité de Paris s'il n'était pas modifié au préalable. Ceux qui n'ayant rien tenté depuis deux ans et demi me font grief du résultat, n'auraient pu à ma place dégager à l'Assemblée une majorité en faveur du traité de Paris. Mais pourquoi ne m'ont-ils pas écouté lorsque de toutes mes forces je cherchais à faire prévaloir un compromis? L'Assemblée a voté après trois jours la question préalable, c'est-à-dire un moyen de procédure que j'avais en vain essayé d'éviter. Dans ce scrutin, un certain nombre de députés notoirement hostiles à la CED ont cependant voté contre la question préalable ou se sont abstenus parce qu'ils trouvaient mauvais que le débat fut arrêté. Si l'on avait voté sur le fond, ils auraient rejoint, et ils l'ont dit, la majorité qui s'est dégagée. Des pointages impartiaux montrent que cette majorité aurait alors été d'environ 110 voix. Comment les anciens présidents du Conseil qui m'interpellent dans la presse auraient-ils, à ma place, renversé cette majorité? Croyez-moi, on ne dit pas la vérité mais on fait le jeu du communisme et on nous fait tort auprès de nos alliés lorsqu'on prétend que le parti communiste a tout décidé ou arbitré, alors qu'il a seulement ajouté un poids supplémentaire dans le plateau qui était de toute façon le plus lourd. Voilà la vérité et je vous demande de me croire. Je ne suis pas de ceux qui travestissent les faits et les chiffres pour la commodité d'une politique. L'Assemblée souveraine a prononcé maintenant son verdict, mettons-nous tous à l'œuvre et travaillons ensemble pour résoudre les problèmes qui demeurent dans l'esprit de conciliation nationale qui s'impose plus que jamais et dont le remaniement ministériel porte d'ailleurs témoignage. Il y a tant à faire dans tous les domaines. Ce n'est pas dans la discorde, c'est dans l'union retrouvée que nous atteindrons notre but, ce grand renouveau dont vous sentez bien qu'il n'est pas une chimère mais une possibilité qui déjà commence à apparaître à notre vue et qui bientôt sera à notre portée. Je vous parle près de la fenêtre d'une petite maison dans les bois qu'éclaire le soleil couchant. C'est la fin d'une autre journée de travail, c'est l'heure où l'esprit revient sur les tâches passées et puis se tourne vers l'avenir. Depuis deux mois et demi déjà je vous ai, chaque samedi, entretenu des péripéties parfois dramatiques d'un combat qui n'a pas cessé un jour, ni même une heure. Plus que jamais après cette tempête, après ces colères injustes alors que l'enjeu est si grave, j'avais besoin ce soir de tirer la leçon des événements de la semaine. Cette leçon, c'est que nous devons nous rapprocher les uns des autres. Assez de divisions, assez de querelles, continuons ensemble sur la route qui mène au redressement du pays.